opinionway

POUR Secours Catholique Caritas France



Les perceptions des Français à l'égard des différentes formes de pauvreté

Note de synthèse | Mai 2026

Votre contact :

Anne-Laure Marchal
Directrice du département Corporate et enjeux d'opinion
almarchal@opinion-way.com

15, place de la République
75003 PARIS

opinionway



Note méthodologique

***L'étude « Les perceptions des Français à l'égard des différentes formes de pauvreté »* réalisée pour le Secours catholique** est destinée à comprendre et analyser les perceptions des Français sur la pauvreté, leurs représentations des personnes en situation de précarité et leurs attentes vis-à-vis des politiques de solidarité.

Cette étude a été réalisée auprès **d'un échantillon de 2 008 personnes,** représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus**, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Les interviews ont été réalisées par **questionnaire autoadministré en ligne** sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Les interviews ont été réalisées **du 16 au 22 avril 2025.**

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : **« Sondage OpinionWay pour le Secours catholique »** et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : **1,0 à 2,3 points** au plus pour un échantillon de 2 000 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

opinionway

A. La pauvreté, un phénomène jugé croissant en France, source d'anxiété.

- **La pauvreté s'impose comme une réalité indéniable aux yeux des Français : 98% la jugent visible**, et pour près de deux tiers (65%) elle est très présente. **Dans l'imaginaire collectif, la pauvreté est avant tout associée à un phénomène urbain et métropolitain**. C'est en périphérie des grandes villes qu'elle semble la plus visible (90%), suivies des grandes villes et métropoles (87%) et de Paris (85%). À l'inverse, elle semble nettement moins perceptible à l'échelle locale : seuls 50% des Français la perçoivent dans leur commune et 40% dans leur quartier.

- Cette perception se double d'un sentiment de dégradation de la situation, dans un contexte d'inflation ayant significativement réduit le pouvoir d'achat des ménages. **Huit Français sur dix estiment ainsi que la pauvreté a augmenté au cours des dix dernières années** (80%), dont 30% qui considèrent qu'elle a fortement augmenté.

  - Davantage exposées aux difficultés économiques du quotidien, les catégories populaires perçoivent plus fortement encore la progression de la pauvreté (84%) et sont proportionnellement plus nombreuses à en juger l'aggravation très forte (39%).

- **Si les Français ont conscience de l'ampleur de la pauvreté, leur connaissance de sa réalité statistique reste imparfaite**. Seuls 39% estiment correctement qu'entre 10% et 20% de la population vit sous le seuil de pauvreté (environ 15% selon l'INSEE). Une proportion équivalente tend à surestimer cette proportion (42%). **Cette surestimation s'explique en partie par une méconnaissance du seuil de pauvreté** : les Français l'estiment en moyenne à 1 066€ de revenu mensuel net pour une personne seule, soit plus de 200€ en-dessous du seuil fixé par l'INSEE à 1 288€. Seuls 21% parviennent à l'estimer correctement, en citant une tranche comprise entre 1 200 et 1 300€ par mois. En sous-estimant ce seuil, les Français tendent à élargir le périmètre de ce qu'ils considèrent comme la pauvreté, une confusion que le contexte inflationniste récent n'a fait qu'accentuer en brouillant les frontières entre précarité ressentie et pauvreté statistiquement définie.

- **Au-delà de la pauvreté perçue au sein de la société française, les Français éprouvent un sentiment d'insécurité économique à titre personnel**. Huit Français sur dix (80%) expriment au moins une forme d'inquiétude concernant leur propre situation financière, et plus de la moitié cumulent les trois indicateurs d'inquiétude testés (52%). Ainsi, 71% ont le sentiment que leur situation personnelle va se dégrader dans les années à venir, 66% estiment que leur situation financière s'est récemment dégradée et 65% déclarent être inquiets pour leur situation financière actuelle, soulignant la prégnance d'une anxiété économique diffuse touchant une fraction considérable de la population française.

- Ces inquiétudes sont plus prononcées parmi les catégories populaires, davantage exposées aux effets concrets de la conjoncture économique : 85% d'entre elles expriment au moins une inquiétude et 63% les cumulent toutes, contre respectivement 80% et 52% chez les ménages les plus aisés, soulignant un sentiment de vulnérabilité nettement plus marqué.

- Cette fragilité se traduit également dans l'auto-positionnement économique des Français. **Près d'un Français sur deux (46%) se perçoit comme appartenant aux ménages pauvres ou modestes** : 10% aux ménages pauvres et 36% aux ménages modestes. Parmi eux, les niveaux d'inquiétude atteignent des proportions très élevées : 86% se disent inquiets pour leur situation personnelle, 85% estiment leur situation s'est récemment dégradée et 84% anticipent une dégradation future.

  - Les jeunes de moins de 35 ans et les personnes au chômage se distinguent particulièrement : davantage confrontés à l'instabilité professionnelle et économique, ils sont proportionnellement plus nombreux à s'identifier aux ménages pauvres (respectivement 14% contre 8% des 35 ans et plus et 37% parmi les personnes au chômage).

B. Les Français associent la pauvreté à des réalités multiples qui dépassent le seul prisme économique

- **Les représentations associées à la pauvreté sont multidimensionnelles et dépassent largement la seule sphère économique et monétaire**. Les situations les plus spontanément associées à la pauvreté renvoient certes aux privations fondamentales : ne pas parvenir à subvenir à ses besoins financiers (83%), ne pas pouvoir se nourrir (82%), se chauffer correctement (82%), renoncer à des soins médicaux (81%), vivre sous le seuil de pauvreté (79%) ou ne pas pouvoir se loger dignement (79%), mais la définition de la pauvreté ne s'arrête pas là.

- **Elle englobe également une dimension sociale et relationnelle** : ne pas pouvoir se déplacer librement (75%), partir en vacances (72%), accéder aux études (72%) ou se retrouver isolé socialement (69%) font partie de l'image que les Français se font de la pauvreté. La dépendance vis-à-vis d'autrui (71%), les formes de maltraitance ou de stigmatisation sociale (66%) et l'instabilité du statut administratif (66%) sont également perçus comme des marqueurs de précarité à part entière. Cette conception élargie témoigne d'une vision globale de la pauvreté, dans laquelle la privation matérielle n'est qu'une dimension d'une réalité plus complexe.

- **Cette représentation de la pauvreté rejoint la définition qu'ont les Français d'une « vie digne ».** Si la capacité à subvenir à ses besoins essentiels arrive en tête (58%), se loger et se nourrir correctement constituant le socle le plus spontanément cité, la notion de vie digne s'étend bien au-delà : sécurité et stabilité financière (14%), autonomie

économique (10%), accès à une activité professionnelle rémunératrice (10%) et qualité de vie sociale (8%) sont autant de dimensions évoquées, révélant une conception large et éclatée de ce que signifie vivre dignement.

- Les jeunes de moins de 35 ans se distinguent par une conception de la vie digne englobant davantage les dimensions de qualité de vie et d'inclusion sociale, qu'ils citent proportionnellement plus que leurs aînés (11% contre 7%).

- **A l'esprit des Français, la précarité professionnelle et la jeunesse constituent les principales fragilités face à la pauvreté.** Les personnes au chômage (60%) et les travailleurs précaires (52%) sont les profils les plus spontanément cités, devant les jeunes qu'ils soient sans emploi ni formation (54%) ou étudiants et jeunes actifs (50%). Les personnes âgées (55%), les familles monoparentales (48%) et les personnes en situation de handicap (42%) figurent également parmi les profils spontanément associés à la pauvreté.

- **A l'inverse, les enfants sont quasi-absents de ces représentations : seuls 14% des Français les citent parmi les catégories les plus touchées, alors que la pauvreté infantile constitue un des enjeux préoccupant en France**. Cette invisibilité des enfants dans les représentations collectives de la pauvreté constitue un angle mort majeur, qui appelle un effort spécifique de sensibilisation.

C. La pauvreté est perçue comme un phénomène structurel, mais la responsabilité individuelle n'est pas exclue des représentations

- **Les Français appréhendent la pauvreté comme un phénomène avant tout structurel**. Neuf Français sur dix reconnaissent qu'elle peut toucher tout le monde (90%), une conviction partagée pleinement par près de la moitié d'entre eux (49% tout à fait d'accord). Ils sont également très nombreux à estimer qu'il est difficile de s'en extraire (84%) et que solliciter de l'aide lorsqu'on y est confronté est complexe (84%)

  Cette conscience des mécanismes systémiques se confirme dans l'identification des facteurs contribuant à la pauvreté : les accidents de la vie arrivent en tête (92%), suivis du chômage (85%), des difficultés d'accès au logement (85%) et de la précarisation du travail (83%). En creux, huit Français sur dix reconnaissent que les emplois précaires sont le plus souvent subis et non choisis (81%), un constat qui renforce l'idée d'une pauvreté largement déterminée par des facteurs extérieurs.

- Pour autant, **cette lecture structurelle coexiste avec une part persistante de responsabilisation individuelle**, qui vient en nuancer la portée. Ainsi, **67% des Français estiment que la pauvreté s'explique souvent par des facteurs individuels**, bien que cette conviction reste relativement peu affirmée puisque seuls 13% sont tout à fait

d'accord avec cette affirmation. **Parallèlement, 76% considèrent que les choix de vie personnels peuvent contribuer à la pauvreté**..

- Les jeunes de moins de 35 ans se montrent plus réticents à une lecture individualiste de la pauvreté : ils sont proportionnellement plus nombreux à rejeter l'idée qu'elle s'explique par des facteurs individuels (38% contre 31% de leurs aînés), une tendance particulièrement marquée chez les 18-24 ans (44%).

- **Cette ambivalence se manifeste également dans les représentations à l'égard des personnes au chômage**. Une large majorité des Français (82%) leur attribue une volonté de retourner à l'emploi, qu'elles recherchent activement un emploi (13%) ou qu'elles souhaitent travailler mais rencontrent des difficultés (43%), voire qu'elles alternent entre démarches actives et découragement (26%). Toutefois, **18% estiment que les chômeurs ne recherchent pas activement un emploi, une minorité qui témoigne d'un socle de représentations négatives** relativement important.

  - Ce scepticisme est plus marqué chez les 50 ans et plus : ils sont proportionnellement plus nombreux que les plus jeunes à considérer que les personnes au chômage ne s'engagent pas réellement dans une recherche active d'emploi (22% contre 14% des moins de 50 ans), illustrant la prégnance de jugements plus sévères vis-à-vis des chômeurs parmi les seniors.

- Par ailleurs, **les Français peinent à saisir la vulnérabilité économique réelle des personnes au chômage**. Si 36% estiment correctement que 30 à 40% d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté, leurs représentations restent approximatives et tendent à une sous-estimation. Alors que la pauvreté en population générale est plutôt surestimée (seuls 7% la sous-estiment), 19% des Français minimisent la part des chômeurs vivant sous le seuil de pauvreté. La précarité économique des personnes sans emploi reste ainsi mal connue.

D. L'accès aux droits sociaux se heurte à de nombreux obstacles qui alimentent le non-recours

- **Les Français identifient de nombreux freins à l'accès aux droits et aux prestations sociales**. **Les obstacles administratifs et organisationnels arrivent largement en tête** : complexité des démarches (84%), absence d'interlocuteurs facilement accessibles (82%), délais de traitement (81%) et manque d'information (80%) constituent les principaux points de blocage identifiés. **A ces freins s'ajoutent les obstacles digitaux** : difficultés d'accès aux services en ligne (76%) et dématérialisation des démarches (72%) ainsi que des freins **psychologiques** : découragement face à un précédent refus (77%), crainte d'être jugé (64%) ou peur de sanctions ou contrôles (53%).
- **Ces multiples obstacles se traduisent par la reconnaissance par les Français d'un non-recours aux droit fréquent** : deux tiers des Français (66%) estiment que des

personnes renoncent régulièrement aux prestations auxquelles elles peuvent prétendre, dont 14% qui le jugent même très fréquent. Et pour cause : de nombreux Français ont eux-mêmes déjà renoncé à des droits auxquels ils auraient pu prétendre**. Près d'un Français sur trois déclare y avoir lui-même déjà été confronté (31%), et plus d'un sur dix à plusieurs reprises (11%).** Fait révélateur, près d'un Français sur cinq ne sait pas s'il a déjà renoncé à ses droits (18%), illustrant une méconnaissance profonde du système.

- Ce renoncement touche massivement les bénéficiaires actuels d'aides ou de prestations sociales : près d'un sur deux déclare avoir déjà renoncé à des droits auxquels il pouvait prétendre (46%).

- Les jeunes de moins de 35 ans sont particulièrement concernés : plus de deux sur cinq déclarent avoir déjà renoncé à leurs droits (43% contre 27% des plus âgés).

- Les personnes d'origine étrangère sont également surreprésentées parmi celles qui ont renoncé à leurs droits, puisqu'une sur deux déclare y avoir déjà été confrontée (50%), soit un taux nettement supérieur à la moyenne (31%).

- **Cette opacité du système se reflète dans la connaissance qu'ont les Français des éléments requis pour faire valoir leurs droits. Si une large majorité connait au moins un droit socle (88%), seuls 4% les connaissent tous**. La domiciliation (55%) et l'identité administrative (54%) constituent les droits socles les plus spontanément cités, tandis que la possession d'un compte bancaire ou d'un droit de séjour régulier restent moins connus du grand public (respectivement 36%). Des éléments pourtant non nécessaires à l'accès aux droits comme la capacité à lire et écrire en français (39%), le fait d'avoir un emploi (21%) ou un logement (24%) sont fréquemment mentionnés, traduisant des confusions susceptibles de décourager certaines personnes d'entreprendre des démarches et soulignant la persistance de fausses idées reçues.

  - Ce déficit de connaissance est particulièrement marqué chez les jeunes de moins de 35 ans et les personnes d'origine étrangère : respectivement 19% et 21% d'entre eux ne connaissent aucun droit socle contre 12% en moyenne, expliquant en partie leur surreprésentation parmi ceux qui ont déjà renoncé à leurs droits et prestations sociales.

opinionway

E. Les Français soutiennent le modèle de solidarité tout en questionnant son efficacité et son équité

- **Les Français manifestent un attachement profond au modèle de solidarité : une large majorité juge qu'il est normal que la société soit solidaire avec les plus pauvres** (84%) et considère que les minima sociaux sont indispensables (82%).

- Pour autant, cet attachement au principe de solidarité s'accompagne de réserves importantes sur le fonctionnement du système. Les minima sociaux sont jugés mal répartis par une très large majorité des Français (81%). Près de deux Français sur trois estiment qu'ils découragent de travailler (63%). Plus révélateur encore, **six Français sur dix considèrent que la société ne devrait être solidaire qu'avec les plus méritants (63%), une logique méritocratique qui vient tempérer l'adhésion au principe universel de solidarité**.

- **Cette tension se nourrit par ailleurs de représentations erronées persistantes** : une majorité pense encore qu'avoir un emploi protège de la pauvreté (55%), et près d'un Français sur deux estime qu'il existe suffisamment d'emplois pour tout le monde (48%).

- Par ailleurs, les minima sociaux sont jugés insuffisants pour garantir des conditions de vie dignes (63%). Seule une minorité estime qu'ils permettent de vivre dignement (36%), et à peine la moitié les considère comme suffisants (48%).

- **Les Français privilégient nettement l'emploi comme premier levier de lutte contre la pauvreté** (75%) : 60% citent l'amélioration de l'accès à l'emploi et 47% la lutte contre les emplois précaires. Viennent ensuite le renforcement de l'accès à l'éducation et à la formation (46%) et la facilitation de l'accès au logement social (38%). **L'augmentation des minima sociaux n'est citée que par 22% des Français comme action prioritaire, un paradoxe au regard du constat d'insuffisance**.

    - Les catégories populaires sont proportionnellement plus nombreuses à considérer l'augmentation des minima sociaux comme un levier efficace de lutte contre la pauvreté (26% contre 20% des catégories sociales supérieures), traduisant une attente plus directe face à des difficultés vécues au quotidien.

- **Sur la question des responsabilités, les Français expriment une attente massive à l'égard de la puissance publique : 74% citent l'État comme l'acteur devant agir en priorité** contre la pauvreté dont 63% qui le placent en première position. Les collectivités locales (29%), les entreprises (20%) et les citoyens (18%) sont évoqués ensuite, tandis que les associations, en première ligne dans l'accompagnement quotidien des personnes précaires, arrivent en dernière position (11%).

En conclusion, cette étude révèle plusieurs grands enseignements :

- Les Français perçoivent **la pauvreté comme un phénomène massif et en progression**, dont ils tendent à surestimer l'ampleur réelle, faute d'une connaissance précise du seuil de pauvreté officiel. Cette perception se double d'un sentiment personnel d'insécurité économique largement partagé, exacerbé par le contexte inflationniste et particulièrement exprimé chez les publics les plus fragiles.

- **La pauvreté est appréhendée au-delà de sa seule dimension monétaire, en intégrant des dimensions sociales, relationnelles et administratives**. La pauvreté des enfants est largement invisibilisée dans les représentations, soulignant à un effort de sensibilisation.

- Le rapport des Français à la pauvreté est ambivalent. **Si ses déterminants structurels sont largement reconnus, la responsabilité individuelle continue de peser** dans les représentations, alimentant des stéréotypes persistants, notamment à l'égard des personnes au chômage dont la vulnérabilité économique réelle tend à être sous-évaluée.

- **Le système de protection sociale souffre d'un déficit d'accessibilité majeur** : complexité des démarches, manque d'information, freins psychologiques et méconnaissance des droits socles freinent le recours aux droits.

- **Si l'attachement au modèle de solidarité nationale reste fort, il est tempéré par une logique méritocratique et des doutes sur l'efficacité du système**. L'augmentation des minima sociaux ne s'impose pas comme une priorité : c'est l'emploi qui est perçu comme le principal levier contre la pauvreté, traduisant une vision dans laquelle l'insertion par le travail prime sur l'assistance directe.